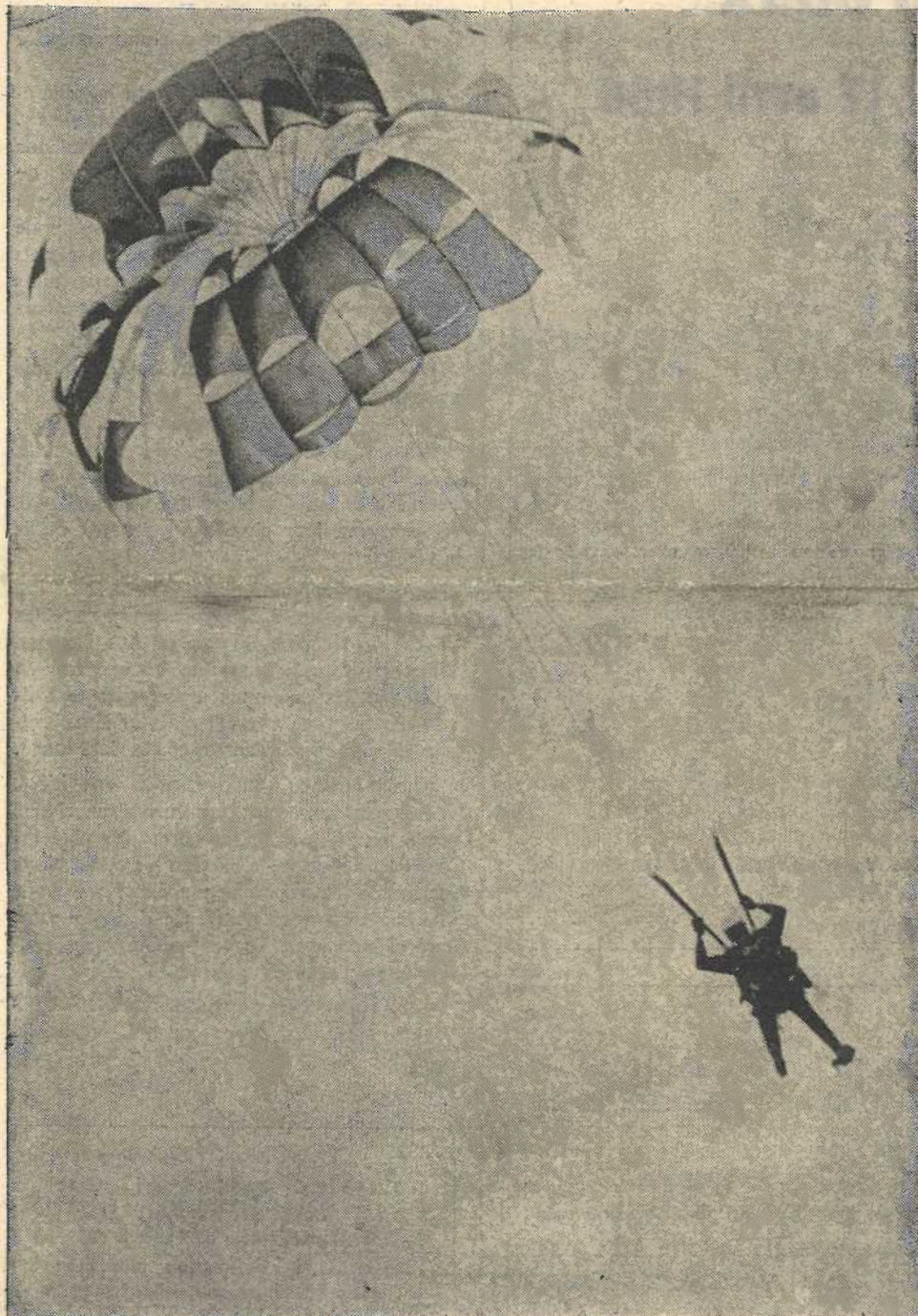


TRIBUNE DE CAUX

Paraît tous les 15 jours
Rédaction, Administration: 9, Trabandan, 1006 Lausanne
Tél. (021) 23 54 82. Chèques postaux 10 - 25 366

1^{er} avril 1966. N° 1



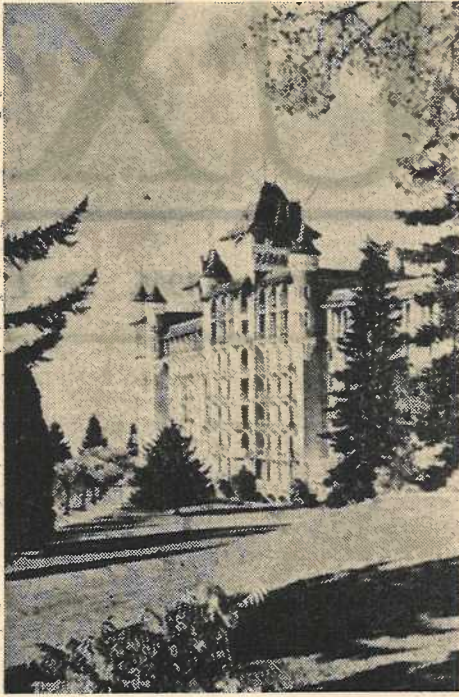
Paco Pictures

Nous nous lançons!

QUAND Peter Howard, le grand journaliste britannique et dirigeant du Réarmement moral, trop tôt disparu, se trouvait à Tokyo il y a quelques années, un reporter lui demanda sur qui il comptait pour atteindre ses objectifs. « Mon équipe, répondit Howard, c'est 90 millions de Japonais. »

Il entendait par là que chacun a son rôle à jouer pour construire une société nouvelle. En effet, malgré tant de conquêtes scientifiques étonnantes, l'humanité ne semble pas encore capable de s'organiser dans la paix, afin que chaque homme ait de quoi vivre, se nourrir, se vêtir et qu'il trouve sa place dans la société. L'égoïsme et le matérialisme des uns ne sont d'aucun secours devant les déchainements de haine et de violence des autres. Moderniser le comportement des hommes, faire admettre au sein de notre société des critères moraux aussi précis que ceux de notre technique: voilà une tâche essentielle de notre époque.

Il faut plus qu'une philosophie du bien-être pour faire progresser l'humanité. Il y faut le sens de l'aventure spirituelle. En devenir un vivant reflet, telle est l'ambition de la TRIBUNE DE CAUX. A ce titre, et paraphrasant Howard, notre journal s'adresse à un million de Suisses romands — bien plus, à tous ceux qui, en Suisse ou ailleurs, voudront partager cette aventure avec nous.



Le centre européen de Caux aura cette année derrière lui 20 ans d'intense activité. Afin de lancer le programme d'action de ce vingtième anniversaire, des représentants de la jeune génération et des éducateurs, des porte-parole de l'industrie et de la vie intellectuelle s'y rencontreront au moment de Pâques.

Au cours de trois week-ends, débutant le samedi à 16 h. et prenant fin le dimanche après-midi, les questions suivantes seront abordées :

- Qu'est-ce que l'Afrique et l'Asie attendent de l'Europe ?
- Comment créer la prospérité sans tomber dans la décadence morale ? (avec la participation de délégations de l'industrie).
- Une tâche essentielle des éducateurs : construire une armature morale chez les jeunes. (Des éducateurs d'Europe et du Proche-Orient seront présents.)

Prix de la conférence :

par jour Fr. 25.—
week-end Fr. 35.—

Etudiants, écoliers et apprentis —

pour toute la conférence Fr. 180.—
par jour Fr. 12.50

Informations et inscription au

Secrétariat de la conférence, Mountain House, 1824 Caux, tél. (021) 61 42 41

Conférence de Pâques à Caux

2-17 avril 1966

Que trouvera-t-on dans la « Tribune de Caux » ?

Des enquêtes sur les problèmes de l'heure, fruits de la réflexion et de l'action. Avenir de l'Europe, Tiers monde, agriculture, rôle de la femme, syndicalisme, industrie, arts et lettres, politique, bref, rien ne saurait nous laisser indifférents. Dans ce numéro, lisez en page 4 et 5 notre grande enquête sur les « Elections en terre vaudoise ».

Des articles nous apporteront régulièrement les « nouvelles derrière les nouvelles ». Paul-Emile Dentan, qui a vécu quatre ans en Afrique nous parle cette fois-ci de « l'Afrique après six coups d'Etat » et Pierre Spoerri, familier de l'Europe orientale, de « l'Autriche après les élections ». Un réseau de correspondants dans le monde entier nous alimentera sans cesse en études et informations.

Des chroniques viendront fouiller, parfois avec impertinence, certains aspects de la vie helvétique ! Lisez « Samovar » en page 5.

Nous souhaitons que ce journal soit à la disposition des jeunes, de ceux qui se préparent à construire la société de l'an 2000. Ils y auront leur page aussi souvent qu'ils le voudront.

Enfin, nous publierons non seulement des photos, mais aussi des caricatures, capables de dérider le plus sérieux de nos lecteurs. Nous sommes heureux de vous offrir en page 8 celles que nous a envoyées le brillant caricaturiste norvégien Einar Engebretsen sur « La Suisse dans la course à la lune ».

Chers lecteurs, envoyez-nous vos idées, vos suggestions, vos commentaires. Nous publierons ici-même les lettres les plus intéressantes que la rédaction recevra. Nous répondrons aussi aux questions que vous voudrez bien nous poser. Ce dialogue ainsi amorcé sera, nous en sommes certains, profitable pour tous.

Cela vous intéresse ? Alors, ABONNEZ-VOUS et parlez de ce journal autour de vous !



Protégez vous-même
votre santé

Les prof. Scheuier et V. Noorden, savants mondialement connus et spécialistes en vitaminologie, recommandaient l'usage quotidien de la levure en poudre. Ils faisaient mieux : ils mettaient une terrine de levure en poudre sur la table, à chaque repas. Tous les membres de la famille pouvaient y puiser à leur gré et saupoudrer leurs aliments. Ils avaient constaté que leur santé n'avait jamais été aussi bonne. La levure en poudre Bévita, agréable au goût, augmente la qualité gustative des aliments et les enrichit de vitamines B et de sels minéraux. Il faut imiter les deux savants ! Avec ou sans germes de blé, chez votre pharmacien, droguiste ou maison de spécialités alimentaires.

Bévita

S.A. DES PRODUITS BÉVITA, LAUSANNE

BEVITA est notre premier annonceur. Nous le remercions de sa confiance.

Nous gageons qu'elle ne sera pas vaine puisque TRIBUNE DE CAUX est diffusé dans tous les milieux de Suisse romande.

Faites de la publicité dans TRIBUNE DE CAUX. Vous nous permettrez ainsi d'augmenter le nombre de nos pages.

TRIBUNE DE CAUX

Paraît le vendredi tous les 15 jours

Publié par Editions,

Théâtre et Films de Caux S. A.

Rédaction, administration, publicité :

9, chemin du Trabandan, 1006 Lausanne

Tél. (021) 23 54 82, CCP 10-25366

Abonnement ordinaire d'un an :

Suisse Fr. 15.—

Autres pays Fr. 18.—

Abonnements de soutien :

Fr. 30.— et Fr. 100.—

Rédacteurs responsables :

Daniel Mottu

Paul-Emile Dentan

Imprimerie Corbaz S. A., Montreux

rythmes d'un monde nouveau

Les journaux, la radio, la télévision le confirment : le comportement des jeunes de notre temps est un sujet d'étonnement.

Du **Ghana**, Bertil Galland écrit à son journal, la *Feuille d'Avis de Lausanne* : « On me raconte qu'à l'Université d'Accra, il n'y eut, le jour du coup d'Etat, qu'un étudiant pour défendre N'Krumah. Courageux et solitaire, il plaida. Il est encore à l'hôpital. »

En **Indonésie**, ce sont des jeunes qui, par leurs manifestations répétées, ont rendu la situation intenable pour le président Soekarno avant que les militaires ne viennent lui porter le coup de grâce.

En **Autriche**, on attribue largement la défaite socialiste au fait que la nouvelle génération d'électeurs n'a pas voté à gauche. En **France**, on assiste à une course de vitesse : c'est à qui, de Mitterrand, Giscard d'Estaing ou Lecanuet, saura gagner les jeunes à ses idées. Dans les pays de l'Est européen les observateurs s'accordent à dire que le cynisme devient la note dominante parmi les jeunes.

Il est vrai qu'à **Pékin**, des centaines de milliers de Chinois défilent devant Mao Tsé-toung en criant : « Nous ne changerons jamais ! » Mais il faut toujours interpréter les manifestations totalitaires : si les jeunes communistes chinois crient ainsi, cela semble indiquer qu'on a de bonnes raisons, en haut lieu, de douter de leur loyauté.

Le fait est qu'à l'heure actuelle tous les régimes sont mis en question par les jeunes. Ceux-ci voient le monde avec des yeux neufs. Ils ne supportent plus les incantations idéologiques de leurs aînés, surtout quand la réalité

dément la phraséologie. Ainsi s'explique leur désaffection à l'égard de régimes considérés comme « progressistes ». Quant à la jeunesse occidentale, son impatience n'est pas moindre à l'égard des partis traditionnels.

Et pourtant, la jeunesse n'est nulle part indifférente. Plus que jamais, elle bouillonne de dynamisme, de connaissances, de générosité. Ce que d'autres n'ont pas eu le courage de faire avant elle, elle pourrait l'entreprendre.

Peter Howard l'avait pressenti. Aux étudiants de l'Université de Waseda, à Tokyo, pépinière remuante où sont formés les dirigeants japonais, il avait parlé en termes sans équivoque : « Il nous faut une révolution mondiale, disait-il. Mais il faut que cette révolution soit assez profonde et assez rapide pour atteindre ses objectifs. Cela implique de faire passer celle-ci avant carrières, projets, peurs et haines personnelles, d'accepter une mission pour notre pays et une conception de l'histoire qui dépasse le communisme, le militarisme ou l'intellectualisme. »

Avec de telles paroles, Howard a déclenché une vague de fond qui se fait sentir aujourd'hui d'un continent à l'autre.

Au **Japon**, les jeunes viennent de créer une revue musicale intitulée *Let's go 66* à laquelle 200 étudiants de différents collèges et universités ont participé. Après l'avoir jouée à Tokyo avec grand succès, ils viennent de partir pour un périple asiatique. A Hong-Kong, leur première étape, la presse a été stupéfaite de découvrir que des Chinois et des Coréens faisaient aussi partie de la troupe : ces jeunes sont déterminés à abattre les barrières qui séparent les nations de leur continent.

La jeune génération d'**Australie** et de **Nouvelle-Zélande** prend de plus en plus conscience du rôle que peuvent jouer ces deux pays dans la solution des problèmes de leurs puissants voisins. 55 de ces jeunes se préparent à partir pour l'Inde, afin d'y appuyer l'action que mène Rajmohan Gandhi. Après les avoir entendus, le ministre des Affaires étrangères d'Australie a fait cette remarque significative : « Si nous pouvions avoir à chaque Conseil de ministres ce que vous m'avez apporté, le pays serait probablement mieux gouverné ! »

Le problème de l'**Inde** c'est de donner aux étudiants comme à chaque citoyen la discipline, l'ardeur au travail, l'intégrité qui leur permettront d'aborder de front les causes de la misère et de la stagnation. Grâce aux camps de formation qu'a organisés Gandhi à de nombreuses reprises dans les diverses régions de son

pays et qu'il entend poursuivre et multiplier, l'Inde peut maintenant compter sur une armée de jeunes qui sont moralement droits et résolus à créer une société juste et dynamique.

En **Afrique**, tout le monde se demande comment former dans la génération montante des cadres honnêtes, incorruptibles, désintéressés, ayant le souci de l'intérêt général, sachant créer l'union et rallier les enthousiasmes. Tel était précisément le but de la grande conférence africaine organisée en décembre dernier à Nairobi sur l'initiative de lycéens du Kenya. Plus de mille jeunes y ont participé. Ils ont mis sur pied une pièce musicale dynamique à souhait, *Harambee Africa*, qui va être leur instrument de travail au cours des mois à venir. Pendant les vacances de Pâques, les jeunes qui composent cette troupe vont se retrouver au Kenya, en Tanzanie, en Ouganda pour un certain nombre de représentations.

En **Amérique**, les jeunes sont en action partout. Au **Brésil**, le centre de formation du Réarmement moral, qui vient d'être créé près de Rio de Janeiro, devient un point de ralliement pour tout le continent.

Des **Etats-Unis** enfin, nous vient *Sing Out 66*, cette revue musicale créée l'été dernier par 150 jeunes Américains — Blancs, Noirs et Indiens. Au cours de ces derniers mois, elle a été jouée d'un bout à l'autre du pays, y insufflant un nouveau courant de patriotisme.

Ce que veulent ces jeunes, c'est, pour reprendre leurs propres termes, « effacer l'image d'une jeunesse américaine égoïste, arrogante et sans fibre morale et offrir un nouveau type d'homme qui, par son enthousiasme, son travail et ses sacrifices, forgera un monde meilleur ».

invitation du gouvernement allemand

Au moment de mettre sous presse, nous apprenons que le chancelier Erhard vient d'inviter officiellement *Sing Out 66* à venir en Allemagne à la fin d'avril. La lettre du chancelier a été lue à l'issue d'une représentation de la revue musicale à Fort Myer, près de Washington. M. Erhard y déclare que c'est « avec un vif plaisir » qu'il patronnera la tournée allemande, à laquelle son gouvernement entend apporter son actif soutien.

Les frères Colwell, animateurs de « *Sing Out 66* », que l'on applaudira bientôt en Europe.



Photo Fleming

NOTRE ENQUÊTE

Non sans peine, le peuple vaudois a élu son parlement et son gouvernement. Ces élections ne resteront pas dans l'histoire comme une page particulièrement glorieuse. Le malaise qu'elles ont reflété est profond. On n'en sortira pas par quelques pirouettes ou en espérant qu'on fera mieux la prochaine fois.

L'abstentionnisme, quand il atteint les proportions vaudoises (62,5%), fausse le jeu de la démocratie. Le canton de Vaud souffre d'une atrophie aiguë de la vie politique, avec ce résultat que les magistrats sont élus par un sixième du corps électoral.

En parcourant le canton de Vaud, nous avons entendu souvent deux remarques bien significatives : « Tous les quatre ans, on espère que ça changera, qu'on sera « déçu en bien », et tous les quatre ans, ça recommence. » « Ils » (les autorités) font quand-même comme ils veulent. Donc, ce n'est pas la peine de voter. » Derrière ces propos désabusés, il y a plus que la tendance vaudoise à s'accommoder d'une situation qu'on déplore, mais un esprit de démission néfaste à tous points de vue. Cet état de choses peut changer si les Vaudois s'y mettent.

Tribune de Caux est allée interroger des gens de tous âges et de tous bords. Nous leur avons posé des questions. Ils y ont répondu avec une franchise totale que nous respectons ici.

Nos trois questions étaient les suivantes :

1. Qu'avez-vous pensé de la campagne électorale ?
2. Quelles sont les causes de l'apathie civique et quels sont les moyens d'en sortir ?
3. Qu'attendez-vous des autorités nouvellement élues ?

Un instituteur de la Côte

Question 1

J'ai mis à la corbeille toute la propagande électorale ; je n'ai gardé que les listes pour savoir qui choisir. Toute cette propagande, je n'y crois pas. On fait des tas de promesses au moment des élections, qu'on se hâte d'oublier une fois qu'on est élu. D'ailleurs, tous les partis sont automatiquement contre la vie chère. Il ne faut pas être très malin pour dire cela.

Question 2

Pour moi, voter est un devoir qui ne se discute pas. Ma femme n'a pas envie d'aller voter, mais je l'oblige à y aller. Car je sais bien que si elle n'avait pas le droit de vote, elle le réclamerait ! Si les gens ne votent pas, c'est qu'ils abusent de leur liberté.

Question 3

Je n'attends pas grand-chose des nouvelles autorités. Le parti décide qui doit remplacer M. Oguey, conseiller d'Etat sortant chargé de l'Instruction publique. Nous, instituteurs, ne sommes pas consultés le moins du monde. C'est exactement comme le Parti des paysans, artisans et bourgeois de Berne décidant seul que M. Gnäggi doit entrer au Conseil fédéral. Le reste de la Suisse n'a rien à dire. Nous nous désintéressons de ces combinaisons politiques.

Pourtant, j'aimerais que nos autorités pensent plus loin que les frontières du canton. J'ai constamment des élèves qui viennent d'autres cantons ou qui s'y rendent. Chaque fois,

Après les élections vaudoises

Pourquoi cet abstentionnisme record ?

ils perdent une année, parce que les programmes ne sont pas les mêmes. Nous avons besoin d'établir des programmes scolaires sur le plan romand. Ceci est aussi vrai pour les manuels. Chaque canton prétend que sa formule est la meilleure. Pourquoi ne pas chercher ensemble ce qu'il nous faut à tous ?

Un étudiant de Montreux

Question 1

A mon avis, il n'y a pas eu de campagne électorale. On nous a dit : « Votez libéral, radical, socialiste, etc. » Mais aucune ligne n'a été tracée.

Question 2

Parmi mes copains, c'est l'indifférence totale. Comment en sortir ? En utilisant des techniques nouvelles, et avant tout la télévision. Pourquoi ne pas donner vingt minutes à chaque chef de parti, tour à tour ? Ils seraient bien obligés de se montrer alors tels qu'ils sont. Est-ce ce qu'ils craignent ? Il y a un énorme travail d'information à faire afin que le citoyen puisse connaître les idées de ses candidats.

Question 3

Je voudrais suggérer au gouvernement d'organiser au moins une fois par an un forum

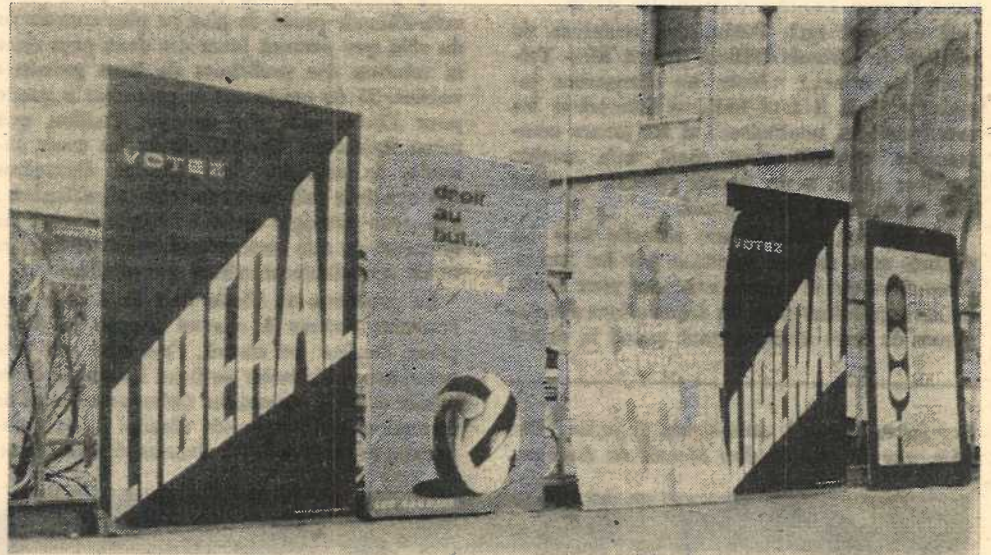
La femme d'un professeur de Lausanne

Question 1

La campagne électorale m'a intéressée, mais elle m'a mise aussi dans l'embarras : un parti représente une idée, or, les hommes ne sont pas toujours les meilleurs porte-parole de ces idées, d'où un choix qui n'est pas nécessairement celui que j'aurais préféré. J'étais d'autre part déçue des attaques mesquines qui ont caractérisé la campagne électorale. Les partis feraient mieux de présenter un programme intelligent plutôt que de s'en prendre à leurs adversaires.

Question 2

Les hommes manquent d'une véritable passion de servir les intérêts du pays. On sent très souvent percer les raisons personnelles (l'ambition avant tout) qui n'ont rien à voir avec l'intérêt général.



des représentants des jeunes. Que ses membres viennent exposer la politique qu'ils entendent poursuivre et qu'ils tentent de réaliser et qu'à cette occasion nous puissions leur poser toutes les questions que nous voudrions.

Un agriculteur de Premier

Question 2

L'apathie civique n'est certainement pas un problème dans mon village et dans notre région. Pour nous, le droit d'élire et de voter est sacré et la participation au scrutin atteint 80-90%. J'ai d'ailleurs l'impression que le pourcentage de participation est inversement proportionnel à la prospérité.

Question 3

Je connais la majorité des membres du Conseil d'Etat. A mon avis, ils valent bien ceux qui les ont précédés, mais ce qui a changé, c'est la taille des problèmes qui se posent à eux.

Proposer des objectifs capables de mettre un pays en marche me semble être la tâche essentielle d'un gouvernement. Ce n'est pas facile. Rien n'est plus difficile à mes yeux que de réveiller les femmes de leur apathie politique.

Question 3

Maintenant que nous avons voté, notre tâche ne fait que commencer. Nous devons accepter notre responsabilité totale à l'égard du gouvernement. Comment ? En créant une opinion publique dont celui-ci ait à tenir compte et qui le fasse agir dans la ligne des valeurs qui ont fait la force de notre pays.

Un agriculteur de Missy

Question 1

Chacun proclame ce que l'autre n'a pas su faire, alors que la campagne électorale devrait indiquer des objectifs communs à

l'ensemble de la population. Le plus fort est celui qui détruit le mieux l'autre.

Question 2

On fait beaucoup de promesses durant la campagne. Ensuite, on vous laisse tomber. Rien de tel pour créer l'apathie! La haute conjoncture joue aussi son rôle: les gens travaillent à fond pendant cinq jours et ne veulent plus s'occuper de rien pendant le week-end, et certainement pas du pays.

Pour en sortir, il faut, à mon avis, expliquer à chaque citoyen qu'il a un devoir à remplir: maintenir nos libertés. Si on ne s'occupe pas de la chose publique, d'autres le feront à notre place.

Question 3

La plus haute fonction du gouvernement est de proposer à la population un but commun, fondé sur un esprit chrétien. Indiquer à chaque citoyen qu'il a un rôle utile à jouer dans la communauté; être prêt enfin à accepter des idées, pour autant qu'elles soient bonnes, même si elles viennent d'un parti opposé au sien. Avec un idéal et un but communs, il n'y a aucune raison pour que le canton n'aille pas de l'avant.

Nos conclusions:

Incontestablement, des techniques électorales nouvelles doivent être introduites, dans les villes en particulier. Elles contribueraient à faire passer un large courant d'air frais et à éviter le triste spectacle de salles à moitié vides, même au plus fort de la campagne électorale.

Un de nos interlocuteurs a parlé de la télévision. Il est certain qu'ailleurs, elle bouleverse les données électorales. A notre avis cependant, la formule employée à la télévision romande, consistant à mettre en présence durant 40 minutes quelques ténors de la politique est mauvaise. Il vaudrait beaucoup mieux procéder à des interviews de 10 à 20 minutes réalisées par des journalistes de premier ordre: les candidats seraient bien obligés de livrer le fond de leur pensée et de manifester leur personnalité.

Mais tout cela, aussi important soit-il, est encore secondaire. Il n'y a rien de plus décourageant qu'un homme politique qui exprime des idées, justes peut-être, mais dans lequel on ne sent aucune intention de se battre pour elles, voire de prendre des risques. C'est malheureusement le style qu'affectionnent certains de nos magistrats.

On a relevé que la taille des problèmes qui se posent aux hommes du gouvernement est sans commune mesure avec ce qu'elle était autrefois. A notre époque de profondes et multiples transformations, il nous faut des hommes d'Etat d'une trempe nouvelle: des hommes d'un caractère exceptionnel qui ne se laisseront pas enfermer dans les cadres étriqués où voudraient les maintenir certains de leurs coreligionnaires politiques.

Si quelques hommes décidaient d'agir dans cette perspective, sans se préoccuper outre mesure de ce que l'on pense d'eux, ils susciteraient un immense espoir dans la population et il aurait l'oreille des jeunes. Ce jour-là, l'apathie et l'abstentionnisme disparaîtraient.

Messieurs les conseillers d'Etat et Messieurs les députés, voici votre chance! Saisissez-la.

PLEINS FEUX PLEINS FEUX PLEINS FEUX

LA télévision romande nous a présenté récemment la pièce en un acte de Harold Pinter *L'Amant*. Il s'agissait, paraît-il, de familiariser le public de chez nous avec ce que l'on appelle dans certains milieux « le théâtre d'avant-garde ». La pièce de l'auteur britannique est si ambiguë et baigne dans une atmosphère si érotique que, lors du débat télévisé qui suivit, Bernard Béguin, rédacteur en chef du *Journal de Genève*, eut recours pour exprimer son opinion à des formules percutantes, surprenantes dans la bouche d'un journaliste qui pèse habituellement ses mots. Il qualifia la présentation de la pièce à la TV d'« agression sur la conscience des spectateurs » et dénonça la « perversité » de l'intrigue.

En face de lui, Robert Kanters, critique théâtral de *L'Express*, Walter Weideli, auteur du *Banquier sans visage*, et François Tranchant, critique de télévision à la *Feuille d'Avis de Lausanne*, défendaient la pièce avec plus ou moins de conviction, au nom de critères souvent fort éloignés de toute préoccupation morale ou sociale. Une impression dominait: certains hommes de théâtre lançaient un ballon d'essai pour voir jusqu'où ils pourraient aller dans leurs audaces sans susciter trop de protestations. La vigoureuse réaction de M. Bernard Béguin, qui reflétait sans doute l'opinion de la vaste majorité des téléspectateurs, leur aura montré que la voie n'était pas libre.

LE Théâtre de Carouge et le Centre Dramatique Romand jouent un rôle essentiel dans la vie théâtrale de Suisse romande. S'ils offrent au public des pièces « substantielles », on peut se demander parfois quel est le but qu'ils poursuivent.

Ainsi, le Théâtre de Carouge nous a présenté — remarquablement bien, d'ailleurs — *Maître Puntilla et son valet Matti*, de Brecht. La pièce date de 1921. L'idée de l'auteur (c'est le programme qui nous l'apprend) était d'« imposer que la lutte de classes est une réalité inéluctable ». C'est du pur marxisme et la pièce illustre la thèse. Est-ce pour faire avaler la pilule que les animateurs du Théâtre de Carouge ont placé leur spectacle sous le signe des phrases de Brecht prononcées en 1949: « Je me sens uniquement un poète, écrivait-il alors, sans aucune envie de servir une idéologie déterminée ni d'être utilisé comme son exposant mathématique »?

C'est une chose de citer le Brecht de 1949 en guise d'introduction à une pièce écrite en 1921. On peut se demander toutefois ce que retient du spectacle le grand public: les propos du poète ou ceux de l'idéologue.

Au même moment, le C.D.R. a monté *En cause: Robert Oppenheimer*, de l'auteur allemand Kipphardt. La pièce, écrite pour la télévision, est certes intéressante et audacieuse. Aucune action théâtrale. Sur scène, 16 acteurs — tous masculins — et pourtant l'attention ne faiblit que rarement. La loyauté du savant nucléaire envers le pays qui l'emploie et l'humanité qu'il veut servir, le conflit qui en découle: il y a de quoi passionner l'opinion. Kipphardt a traduit la complexité extrême de Robert Oppenheimer: après trois heures de spectacle, on sort du théâtre plus confus qu'en n'y était entré.

Le point faible de la pièce, c'est qu'il n'y rien de particulièrement héroïque aujourd'hui à mobiliser l'opinion publique contre les Etats-Unis, contre la bombe H, contre le Pentagone. Il faudra autrement plus que cela pour éviter l'holocauste nucléaire, et Kipphardt passe résolument à côté de cet aspect de la question.

DU 7 au 20 février, la pièce de Peter Howard, *A travers le mur du jardin*, a été présentée en Suisse romande. Magnifiquement jouée par des artistes parisiens — dont plusieurs bien connus du public romand — elle a recueilli un notable succès. A Lausanne, la représentation au Théâtre municipal s'est déroulée devant une salle comble. Cela n'a pas empêché trois quotidiens sur quatre de la passer complètement sous silence, ce qui choquait d'autant plus qu'à Genève, quelques jours auparavant, Rodo Mahert, Pierre Biner et d'autres critiques en avaient rendu compte en toute objectivité. Après la « générale » d'*A travers le mur du jardin* à Paris, Gabriel Marcel avait écrit dans les *Nouvelles Littéraires*: « Le propos de Howard peut être comparé à celui de Brecht: dans les deux cas, il s'agissait de former un homme nouveau, ici un homme marxiste et là un homme accordé aux exigences de la conscience chrétienne. » Serait-ce qu'aux yeux de la critique lausannoise un tel propos serait à ce point dévalué qu'il ne vaut même pas la peine d'en parler?

Samovar.



L'Afrique de 1966, pour le monde entier, c'est une série de coups d'Etat. La série n'est sans doute pas close et l'on peut se risquer à affirmer que d'autres Etats africains seront secoués cette année encore par des changements de régime. Une véritable vague de fond déferle sur l'Afrique noire. C'est trop facile de rejeter la faute sur les « impérialistes » et les « néo-colonialistes ». Car pour une fois, objectivement, ils ne sont pas en cause. Non, il s'agit d'une manifestation presque collective de redressement de la conscience populaire contre les abus de pouvoir commis par une classe de dirigeants corrompus qui ont cru pouvoir se comporter comme s'ils ne devaient de comptes à personne. Il s'agit, comme le disait le manifeste publié le 21 janvier par le Mouvement de libération nationale de Haute-Volta « de la grande bataille que mène l'homme africain ». Avec le processus de la colonisation, l'autorité a passé sans transition du chef à l'administrateur blanc. Puis, elle a été remise aux gouvernements africains après une période plus ou moins longue de tâtonnements. Ayant pris goût aux attributs du pouvoir sans en assumer forcément toutes les responsabilités, les ministres africains, en grande majorité, sont rapidement tombés dans une grande déliquescence morale qui leur a enlevé la qualité essentielle pour être un chef : l'autorité. Or un peuple, quel qu'il

soit, a besoin de sentir la présence d'une autorité politique qui soit elle-même l'émanation de la conscience nationale. Celle-ci faisant défaut, il est tout naturel que l'armée, qui incarne par définition l'autorité et la force d'exécution, soit obligée de « prendre ses responsabilités ». Il n'y a pas lieu de s'en émouvoir outre mesure et de crier à la faillite de la démocratie. Celle-ci ne peut exister que si deux éléments sont conjugués dans la vie d'un peuple : sens des responsabilités et reconnaissance d'une autorité morale. Ce retour à un principe d'autorité en Afrique permet donc de mettre fin à bien des injustices, des vols et des gaspillages honteux. Mais ces régimes militaires ne sauraient être que transitoires.

L'horloge remise à zéro

Ainsi donc, au Congo, en République centrafricaine, au Dahomey, en Haute-Volta, en Nigeria et au Ghana, l'horloge a été remise à zéro et on essaie de reconstruire. Toute la question est de savoir si ceux qui ont pris maintenant le pouvoir seront meilleurs que leurs prédécesseurs. Connaissant les réalités de la nature humaine cela ne paraît possible que si les nouveaux dirigeants construisent leur action politique et économique sur une vaste campagne de réarmement moral.

Mais, au fait, où en est-on dans les différents pays ? Au Congo, le général Mobutu s'est attaqué avec vigueur aux forteresses de la corruption. Il a réduit de 2/3 les émoluments des parlementaires, montré l'exemple en diminuant son propre traitement et en obligeant ses ministres à faire de même. Comprenant que le salut du pays dépend de sa capacité à produire, il a demandé à tous les responsables du pays de cultiver eux-mêmes un hectare de terre et il s'y est mis lui-même. Le « Corps des volontaires de la République » doit grouper tous ceux qui veulent faire œuvre nouvelle dans un pays déchiré et mis à sac par les politiciens de toute couleur depuis 5 ans. Les relations avec le Soudan se normalisent. Mais la rébellion n'est pas encore mâtée dans l'Est du pays où les troupes gouvernementales ont à combattre des contingents rebelles « de mieux en mieux entraînés et de mieux en mieux encadrés ». Il reste un travail considérable à accomplir car les hommes lésés dans leurs affaires financières « personnelles » n'aiment guère se voir rappeler que l'honnêteté est de rigueur dans l'Etat. En République centrafricaine, le budget a pu être équilibré en supprimant tout simplement le poste de l'Assemblée nationale ! Mais le régime du colonel Bokassa a de la peine à établir des relations avec ses voisins : personne ne veut recevoir ses émissaires. Aussi a-t-on sorti de sa résidence surveillée l'ancien chef du gouvernement. M. David Dacko est en effet venu dire aux journalistes qu'au fond, la politique du gouvernement actuel n'était autre que celle qu'il avait menée depuis toujours. Alors ?

Au Dahomey, le « Comité de Rénovation nationale » (comité de 30 membres constitué après le coup d'Etat du général Soglo et composé de personnalités sans attaches politiques avec le défunt régime de M. Apithy) « constate avec déception le relâchement et le laisser-aller en ce qui concerne l'utilisation des biens de l'Etat. On continue de voir les véhicules administratifs au cinéma et aux marchés, alors que le gouvernement demande aux ministres de se rendre à leur travail par leurs propres moyens ». Mais la présence du Dr Emile Zinsou, un grand Africain, au poste de ministre des Affaires étrangères et l'action du CNR permettent d'espérer un renouveau dans ce pays d'hommes intelligents.

En Haute-Volta, pays musulman, de grands espoirs semblent permis. Devant les extravagances du précédent gouvernement, un vrai sursaut de patriotisme et de conscience s'est produit. Le colonel Lamizana et ses hommes semblent réellement animés du désir de faire œuvre nouvelle, conscients qu'ils sont de la position centrale de leur pays au cœur de l'Ouest africain et, par suite, de ses possibilités de rayonnement.

N'Krumah, se méfiant-il de ses généraux ?



Photo Info Ghana

Un fait a frappé l'opinion : le nouveau président s'est occupé de recaser les 32 domestiques de l'ex-président Yaméogo au lieu de les attacher à son service. Les ministres, quand ils ont été nommés, n'ont pas voulu changer de maison ni de voiture. Dans les deux villes du pays, le 20 % seulement des électeurs se dérangeait pour les élections municipales. Ce qui n'empêchait pas les candidats de se dire élus au 99,98 % des voix. Avec un humour plutôt noir, c'est le cas de le dire, les manifestants du 1^{er} janvier avaient défilé dans les rues portant des pancartes « Nous, les 0,02 % » !

Au Nigeria, l'élimination de la scène politique de politiciens corrompus et inefficaces a été saluée avec joie par les populations. Malgré le meurtre du premier ministre musulman du Nord et de Sir Abubakar, le puissant Emir de Kano s'est rallié au régime militaire du général Ironsi. Le risque de guerre « sainte » entre le Nord et le Sud semble ainsi écarté. Mais, l'« Action Group » du chef Awolowo donne trois mois seulement au général pour remettre le pouvoir entre les mains des civils et ses hommes sont fort capables de mettre à exécution leurs menaces. Avec une armée relativement faible (8000 hommes), le général nigérien pourra-t-il assurer longtemps encore la cohésion de cet immense pays qui fut longtemps l'espoir de l'Afrique noire ? Chacun le souhaite.

Enfin, au Ghana, nous savons pour les avoir rencontrés que les officiers qui ont pris le pouvoir sont des hommes intègres et patriotes. Ayant refusé d'abdiquer leur liberté de pensée devant le despote-rédempteur qui commandait le pays, ce qu'avait fait nombre d'hommes politiques ghanéens, pourtant instruits dans les meilleures écoles, ils seront sans doute en mesure de permettre à leur peuple de prendre un nouveau départ.

Deux pays qui vont de l'avant

Dans l'Afrique de l'Ouest, deux pays vont courageusement de l'avant : le Sénégal et la Côte d'Ivoire. Les difficultés n'y manquent pas, bien sûr, mais les deux sages qui les gouvernent ont maintenu certains critères dans le comportement de leurs ministres, encore qu'il y ait, ici et là, de graves raisons de s'alarmer. Si les présidents Senghor et Houphouët-Boigny s'en tiennent à leurs déclarations, à leurs intentions, ils continueront à tracer une route dans cette terre africaine qui, comme le disait le président ivoirien, « doit être celle de la réconciliation ». « Nos impératifs nationaux, disait récemment celui-ci au congrès de son parti, sont l'unité, l'union, le dialogue, la paix intérieure, en faisant taire les rancœurs intestines. Notre but est de lutter contre la misère, la maladie et l'ignorance. Le choix des collaborateurs repose sur trois critères : compétence, efficacité et moralité. »

Si ces impératifs-là sont effectivement mis en pratique, l'Afrique pourra mieux repartir.

P.-E. Dentan.

L'Autriche et ses trois « K »

Pour une fois, tous les prophètes ont eu tort. Agissant comme si elle avait décidé de démontrer son indépendance à l'égard des ordinateurs qui prétendent tout savoir, une majorité importante du peuple autrichien a donné une victoire retentissante au chancelier Klaus et au parti populiste. Avant l'élection, aucun journaliste ou commentateur ne pensait que le chancelier avait une chance de gagner la majorité absolue des sièges ; quand le résultat fut annoncé, les populistes furent les plus surpris de leur succès.

Des raisons multiples ont été avancées pour expliquer la défaite socialiste. Le vice-chancelier et président du parti, qui est aussi président de l'Internationale socialiste, Bruno Pittermann, était tellement décidé à gagner ces élections qu'il accepta l'aide de tous ceux qui voulaient l'appuyer. Quand les communistes retirèrent leurs propres candidats à l'exception d'un seul et donnèrent l'ordre à leurs partisans de voter pour la liste socialiste, Pittermann en fut enchanté. D'autres socialistes l'étaient moins, mais ils n'avaient pas la possibilité de s'y opposer. Puis le ministre de la Justice, un socialiste très proche de Pittermann, ordonna la confiscation d'un des journaux de Vienne, qui l'avait attaqué en raison de son attitude dans le passé. Par des actions de ce genre, les socialistes s'aliénèrent beaucoup d'Autrichiens.

Mais s'il y avait des raisons qui faisaient voter les gens contre Pittermann, il y en avait aussi d'autres qui les faisaient voter pour Klaus. C'est ainsi qu'une grande majorité des nouveaux électeurs — on comptait environ 600 000 jeunes qui votaient pour la première fois — se prononcèrent en faveur du chancelier Klaus, bien que celui-ci représentât un parti conservateur avec lequel ils n'étaient pas toujours d'accord.

Personne, même parmi les ennemis du chancelier Klaus, n'a pu mettre en doute sa sincérité ni son honnêteté. Il avait demandé au peuple de lui accorder une majorité absolue pour que les décisions du gouvernement ne soient pas le fruit de compromis ou d'intrigues. Les électeurs n'ont pas hésité à lui donner la chance de tenir ses promesses, car ils étaient sûrs aussi que le chancelier ne prendrait pas de mesures excessives en cas de victoire électorale comme, par exemple, l'abandon définitif de la coalition avec les socialistes et la création d'un régime autocrate de droite.

Klaus, Kreisky, Koenig

Trois hommes dont le nom commence par la lettre « K » vont jouer un rôle de premier ordre dans cette période post-électorale. Ce sont, outre le chancelier Klaus, le vice-président du parti socialiste et ministre des Affaires étrangères dans l'ancien gouvernement, M. Bruno Kreisky, et l'archevêque de Vienne, S.E. le cardinal Koenig. Ces trois hommes ont en commun la vision de ce qu'un petit pays, forcé par le traité international à rester neutre, militairement faible, voisin de trois



Photopress

Klaus : les jeunes ont voté pour lui.

démocraties populaires, peut accomplir dans le monde aujourd'hui.

La conviction commune de ces trois hommes — le chancelier conservateur, le ministre socialiste et le prince de l'Eglise — est que l'Autriche doit être un pont entre l'Est et l'Ouest, ou une fenêtre par laquelle les idées de l'Ouest peuvent pénétrer dans le monde communiste.

Aucun d'eux ne se fait d'illusions sur la nature même du communisme et n'essaie de faire comme beaucoup d'Occidentaux — prétendre que les différences entre l'Ouest et l'Est n'existent pratiquement plus. Kreisky dit clairement : « Quiconque pense qu'on peut amener les pays d'Europe orientale à abandonner le communisme en les achetant par des crédits ou des traités commerciaux avantageux est complètement dans l'erreur. » Le cardinal Koenig, qui est constamment chargé par le pape de conduire des négociations avec les gouvernements des démocraties populaires, n'hésite pas à dire : « Ce que nous reprochons au communisme n'est pas tellement qu'il ait fait de la jeune génération des athées intellectuels, mais des nihilistes spirituels. Ce nihilisme-là est un grave danger, non seulement pour l'Eglise, mais pour le développement de l'esprit. »

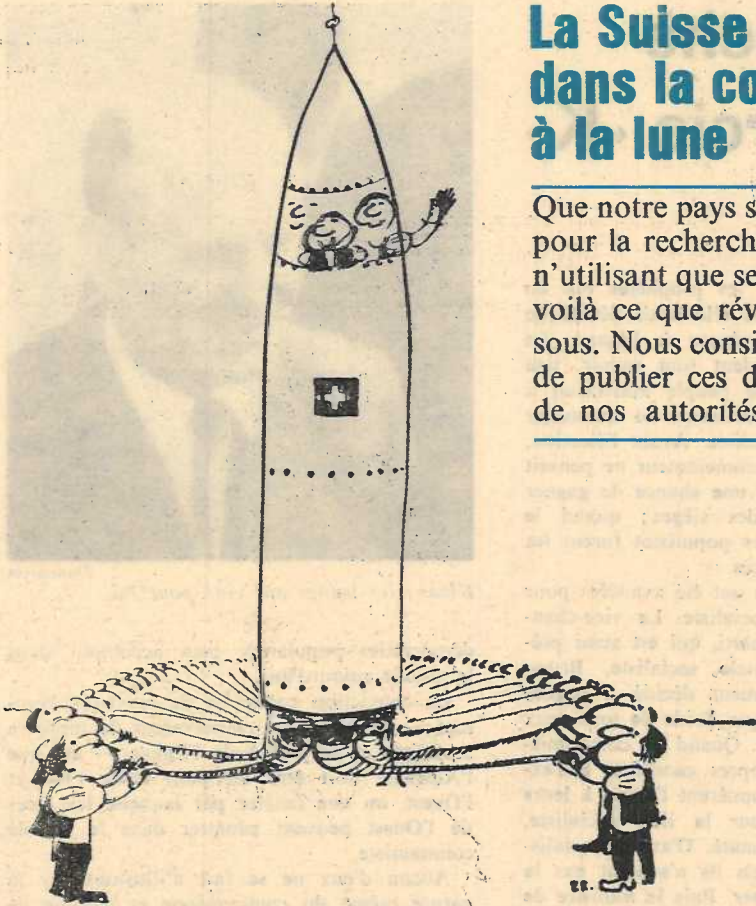
Mais tout en disant qu'ils ne sont pas d'accord avec le communisme, Klaus, Kreisky et Koenig utilisent la porte entrouverte par une certaine libéralisation pour faire pénétrer, surtout parmi les générations montantes d'Europe orientale, de nouvelles idées et conceptions qui leur permettront peut-être de préparer certaines transformations fondamentales dans l'avenir. Kreisky va jusqu'à dire : « Il n'est pas facile d'offrir une alternative politique convaincante aux communistes. Celle-ci doit se développer au sein même de ces peuples, dans leur conscience. Cette évolution est de la plus grande importance. Elle pourrait conduire de la « libéralisation » à la vraie liberté. »

L'objectif commun que poursuivent les dirigeants des différents partis autrichiens dans leur politique envers les Etats de l'Est est la meilleure garantie du maintien de l'unité nationale de l'Autriche. Sans un tel objectif, les luttes politiques pourraient mettre en danger non seulement le développement économique, mais même l'ordre constitutionnel. Heureusement, des hommes comme Klaus et Kreisky en sont pleinement conscients.

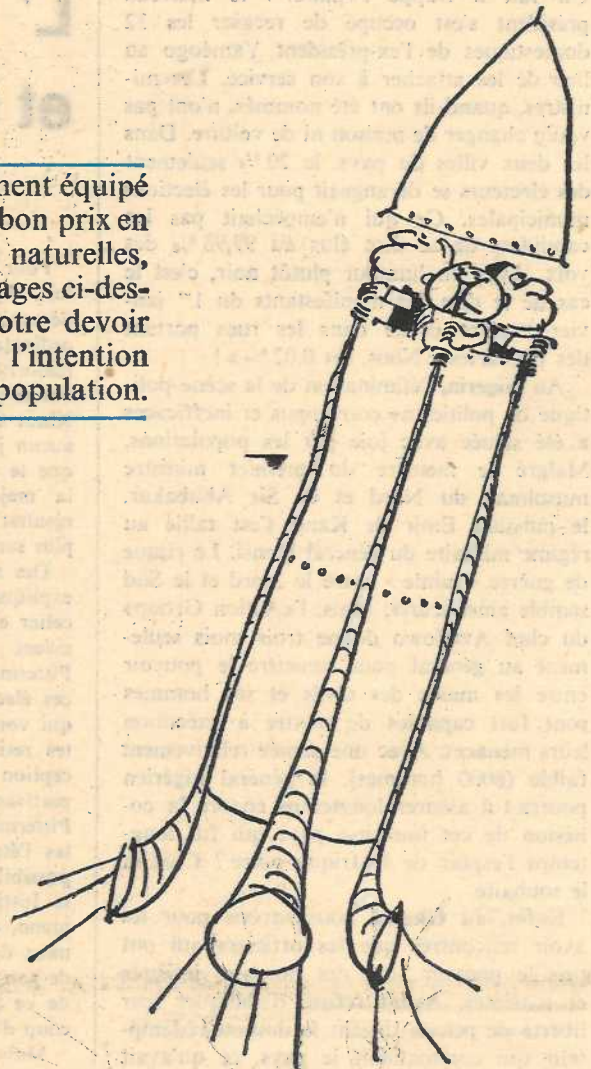
Pierre Spoerri.

La Suisse dans la course à la lune

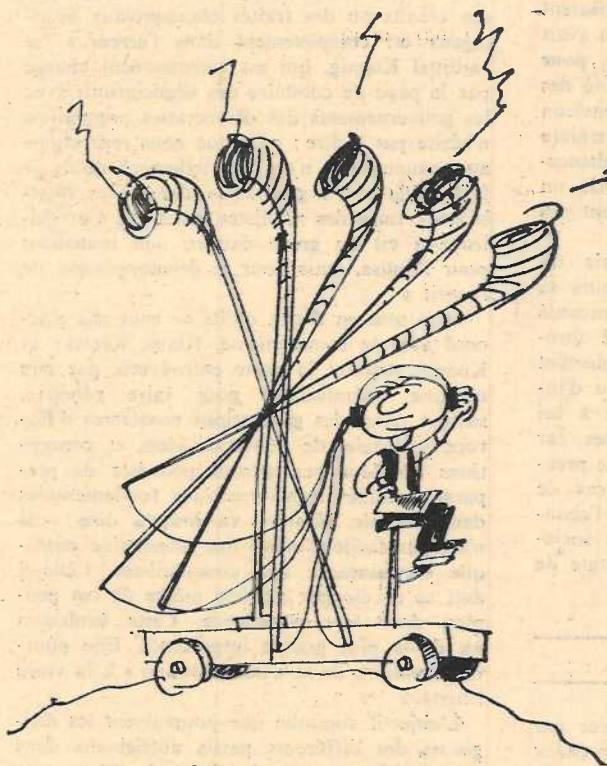
Que notre pays soit parfaitement équipé pour la recherche spatiale à bon prix en n'utilisant que ses ressources naturelles, voilà ce que révèlent les images ci-dessous. Nous considérons de notre devoir de publier ces documents à l'intention de nos autorités et de la population.



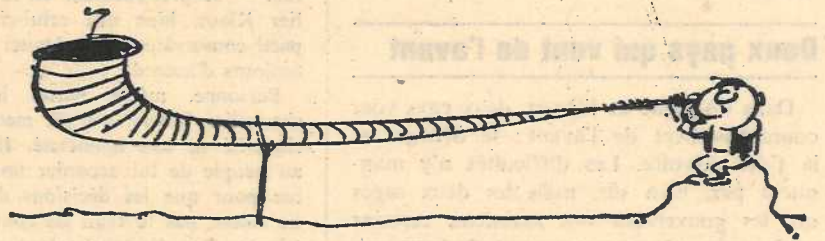
Mise à feu.



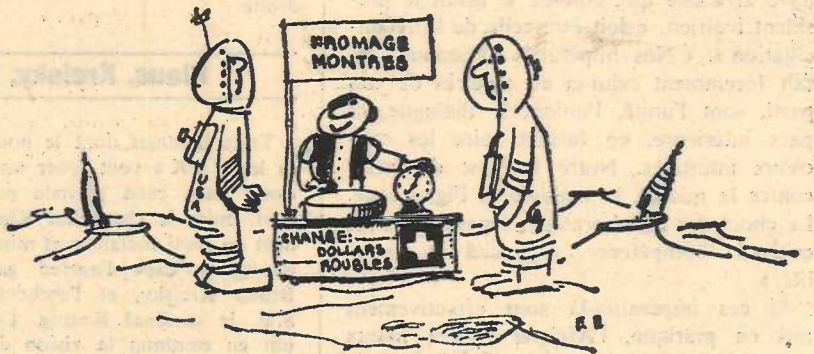
Vers l'espace.



Station de contrôle au sol.



Poste de repérage clandestin.



Mission réussie !

Tribune de Caux remercie le Nebelspalter qui a bien voulu l'autoriser à reproduire ces caricatures de Einar Engebretsen.